

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1217 du 2 décembre 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2014 | 33ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€

## De l'opposition à la proposition

L'élection de Nicolas Sarkozy devrait être un tournant dans la vie politique française ; on devrait passer, à l'UMP comme ailleurs, de l'opposition à la proposition.

L'opposition a été la règle jusqu'à présent. Opposition entre les frères ennemis, tant à droite qu'à gauche : après le duel Fillon-Coppé, va-t-on vivre le duel Sarkozy-Juppé, voire même un quadrille Sarkozy-Juppé-Fillon-Le Maire ? Et chez les socialistes, la lutte sera-t-elle toujours aussi ardente entre majoritaires et frondeurs ? Les Français ont pris leurs distances avec la classe politique, qui a perdu tout crédit non seulement à cause de son incompetence, mais aussi à cause de son comportement.

Certes, les gens de l'opposition ont sauvé les apparences parce qu'ils se sont régales des erreurs socialistes. Mais, d'une part, ils n'avaient fait guère mieux quand ils étaient au pouvoir ; d'autre part, il est plus facile de critiquer que de proposer.

A ce jour, les priorités des gens de l'opposition ont été pour l'essentiel électorales. Sur ce terrain, ils ont remporté des victoires faciles ; classiquement les élections locales vont à contre-sens des élections nationales. D'ailleurs, la majorité actuelle leur a donné un sérieux coup de main. Mais ils ont mangé leur pain blanc et, on attend d'eux autre chose, une vision d'avenir bâtie autour d'une doctrine solide et réaliste. >>



### SOMMAIRE DU N°1217

**EDITORIAL** : De l'opposition à la proposition pp.1-2

**CONJONCTURE** : Réformes, vous avez dit réformes ? pp. 3-4

**ACTUALITES** : La chute du rouble n'intéresse pas Poutine p. 4 - La semaine patronale p. 5 - Reconnaissance de l'Etat palestinien : est-ce opportun ? p. 5

**ACTUALITE POLITIQUE** : pp. 6-7

**LU POUR VOUS** : p. 8

**ACTUALITE LIBERALE** : p. 9

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Je crains qu'il faille quelques semaines, sinon quelques mois, pour que l'opposition passe aux propositions. Comme vous, j'ai observé que l'élection de samedi et les discours qui l'ont accompagnée n'ont pas soulevé l'enthousiasme du peuple, sinon des militants. Sarkozy s'est proposé de « réunir sa famille ». Quelle famille ? La droite ? Mais l'opposition droite-gauche a-t-elle un sens en France quand l'une et l'autre ont confortablement installé le socialisme et le dirigisme dans notre pays ? On a aussi beaucoup parlé d'alliance, mais l'alliance procède d'une arithmétique purement électorale : comment être présent au deuxième tour en 2017, comment piper les voix des centristes et des frontistes ? Par contraste, Hervé Mariton a essayé de privilégier le débat d'idées, il n'en a pas été remercié par les militants.

Pour que le succès (au demeurant très relatif) de samedi ne soit pas une victoire à la Pyrrhus, il va donc falloir en venir aux choses sérieuses et proposer un vrai programme commun de gouvernement pour l'après Hollande. Commun comme celui qui a uni socialistes et communistes en 1973 (congrès d'Épinay) et les a portés au pouvoir en 1981 : collectivisme, laïcisme, nationalisme. Il était exécration, mais il était utopie fédérative.

**« Seule une doctrine peut unir une famille »**

Les libéraux peuvent dispenser l'opposition d'une recherche longue et difficile pour des politiciens qui de longue date ont été rebutés par l'effort doctrinal et s'en sont remis à « l'empirisme » ou à l'incohérente « troisième voie », alliance de la carpe et du lapin, elle aussi refus du choix doctrinal. Les libéraux ont un programme clair, fondé sur un principe simple : que les Français retrouvent leur liberté. Le principe a été rappelé dans le manifeste signé au début de l'automne par plusieurs centaines de personnes, à l'initiative de personnalités diverses, allant d'économistes comme Pascal Salin ou Jacques Bichot à des chefs d'entreprises comme Charles Beigbeder ou Axel Arnoux, en passant par des philosophes (Philippe Nemo, Chantal Delsol), des juristes (Jean Philippe Delsol, Jean Philippe Feldman), des journalistes (comme Ivan Rioufol, Brice Couturier), des anciens ministres (comme Alain Madelin et Hervé Novelli), des parlementaires (comme Dominique Tian ou Philippe Vitel) et des centaines de gens de la « société civile ». Je regrette de ne pouvoir citer tous ces amis signataires, mais dans les rangs des libéraux, personne ne se proclame le chef et chacun s'occupe davantage de convaincre que d'apparaître.

Le retour à la liberté est avant tout un retour à la dignité de l'être humain. A la société d'assistés doit se substituer une société de responsables, d'innovateurs. Transformer les Français « spectateurs critiques en acteurs responsables » dit Christian Saint Etienne. Pour cela, il faut rompre avec l'Etat Providence et réduire la politique à son champ le plus étroit possible : la protection de la liberté et de la propriété.

La vision d'avenir, c'est le retour à l'entreprise privée et aux initiatives communautaires de tout ce que l'Etat s'est indûment et coûteusement approprié. Cela semble une utopie, car cela fait rêver, et on arguera toujours de l'exception française. Mais c'est une réalité, éprouvée partout et toujours, c'est la voie qu'ont empruntée les pays qui aujourd'hui ont renoué avec le plein emploi, résorbé leurs déficits et leurs dettes et retrouvé l'harmonie sociale. Le modèle n'est ni allemand, ni anglais, ni suédois, ni canadien, ni australien, il est universel et intemporel : « faisons la liberté, la liberté fera le reste », disait Jean Marc Varaud.

**« Faisons la liberté, la liberté fera le reste »**

Puisse l'opposition s'inspirer du programme libéral. De leur côté, les libéraux ont tout l'argumentaire voulu pour convaincre les Français de l'efficacité et de la justice d'une nation qui sait se débarrasser de l'Etat providence et promouvoir liberté et responsabilité. Que cet argumentaire soit diffusé et expliqué par tous ceux qui veulent rompre avec le socialisme. Reste à convaincre la classe politique : c'est plus difficile, mais « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer ».

**Jacques Garelo**

## **REFORMES, VOUS AVEZ DIT REFORMES ?**

Il n'est question, de tous côtés, que de « réformes structurelles ». C'est le sujet de prédilection du ministre de l'économie, Emmanuel Macron. C'est aussi la Commission européenne qui demande à la France un engagement précis sur un calendrier de réformes. C'est enfin ce que préconisent certains socialistes, comme le montre le rapport franco-allemand rédigé par Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein, que la Nouvelle Lettre a commenté la semaine dernière. Bref, tout le monde veut des réformes. Mais lesquelles ? Car il y a fausses et vraies réformes, simples réformettes ou véritables ruptures.

### **Marché du travail : pas de réforme**

Le marché du travail devrait être la priorité des réformes. On sait que les réformes faites en Allemagne du temps de Gerhard Schröder (les lois Hartz) lui ont permis de diviser par deux son taux de chômage. Rien de tel en France, en dehors de quelques mesurette du pacte de responsabilité diminuant certains prélèvements sociaux. Pour le reste, en 2013, la loi sur la « sécurisation de l'emploi », présentée comme une évolution vers la flexisécurité, a surtout apporté davantage de contraintes.

Contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, rien de sérieux non plus sur les règles d'indemnisation, très peu modifiées par la tapageuse renégociation de 2014. Emmanuel Macron a évoqué un « assouplissement des 35 heures », donc quelques exceptions, mais pas de suppression de la durée légale du travail hebdomadaire. Quant à la proposition des « experts » franco-allemands de geler pendant trois ans les salaires, aussi vite retirée que présentée, elle va à l'encontre de ce qu'il faudrait faire. Il faudrait libérer le prix du travail pour en faire un vrai prix, variant suivant les besoins des entreprises et la rareté du facteur travail.

Enfin, du fait de l'immobilisme syndical, pas question de toucher aux seuils sociaux, alors même qu'il y a 2,5 fois plus d'entreprises de 49 salariés que de 50, celles-ci hésitant à franchir le seuil en raison des surcoûts – le cinquantième embauché coûte cher !

### **Faut-il brûler le Code du Travail ?**

Question pertinente, jadis posée par un éminent juriste spécialisé en droit social. Une véritable réforme du marché du travail passerait par le retour aux principes des obligations contractuelles. Le contrat tient lieu de loi aux parties qui l'ont signé. Les contractants passent un marché qui prévoit des prix librement négociés. Le prix du travail c'est le salaire au sens strict. Rien de tel dans notre Code du Travail où les prix sont à la fois rigides, à la baisse comme à la hausse, et sont le fruit de négociations collectives. La loi de l'offre et de la demande ne joue pas. Il n'y pas de « marché du travail » à proprement parler. Dans ces conditions, l'idée de gel des salaires proposée par le fameux rapport Pisani Ferry est absurde, car ce gel accentuerait le phénomène de faux prix. Seul un salaire librement négocié et flexible permettrait de réduire le chômage, en éliminant les faux prix.

Quant aux charges sociales, elles sont opaques (refus du salaire complet), ignorées des salariés et rigides avec le monopole de la Sécu. Réduire les cotisations de quelques points, sans modifier le système de protection sociale (retraites et santé), ne conduit qu'à diminuer les prestations.

Du côté des entreprises, une vraie réforme du marché du travail consisterait à ramener le droit du travail à quelques textes de base, alors qu'il est le plus contraignant d'Europe, afin de laisser place à la liberté contractuelle, permettant de répondre à toutes les situations particulières ; cela signifie aussi l'abrogation totale des 35 heures ; la liberté d'embaucher et de licencier : les entreprises, dans une situation incertaine, n'embauchent que si, en cas de difficultés, elles peuvent licencier ; la suppression des seuils sociaux, etc. Du côté des salariés, il faut les inciter à plus de flexibilité et de mobilité par une réforme véritable de l'indemnisation chômage, devenant plus incitative, et par une réforme de la formation initiale, qui n'a que peu de rapport avec les besoins des entreprises, comme de la formation continue.

### **Sécu : pas de réforme**

Le problème des cotisations sociales, qui rigidifient le coût salarial, pose une question plus vaste : celle de la protection sociale obligatoire en France. Le dernier rapport de l'OCDE montre que la France a les dépenses sociales les plus élevées, atteignant 32% du PIB (contre 22% en moyenne dans l'OCDE). En même temps, nous avons les dépenses sociales les plus rigides, car passant par des monopoles publics. Chacun a perdu toute liberté en matière d'assurance sociale et lorsque le gouvernement veut diminuer le coût du travail, il a une marge de manœuvre quasi-nulle, la baisse des cotisations se traduisant par un recul des prestations. Une « vraie réforme », comme le soulignait la dernière Nouvelle Lettre, passerait par la mise en concurrence des régimes d'assurance maladie et donc la fin du monopole de la Sécu, chacun devant s'assurer, mais choisissant, comme pour l'automobile, son type d'assurance ; de même, il n'y a aucune >>

## Réformes, vous avez dit réformes ? (suite)

marge de manœuvre avec les retraites par répartition ; seule une réforme radicale, consistant à passer à la capitalisation, rendrait à chacun la liberté, tout en améliorant les retraites. Il n'y aura pas de vraies réformes en France tant que la Sécu restera une vache sacrée.

### Réduire la sphère de l'Etat

Une autre réforme concerne l'Etat, ses dépenses et sa fiscalité. Il faut réduire les taux d'imposition pour stimuler l'incitation à produire, travailler, entreprendre, investir. Réduire les taux certes, mais aussi la progressivité de l'impôt, qui est l'élément désincitatif par excellence, pour passer peu à peu à une vraie réforme, la « flat tax ». Il faut en même temps réduire drastiquement les dépenses publiques ; c'est là que les « réformes » se heurtent à une limite : conserver le périmètre actuel de l'Etat et vouloir réduire les dépenses conduit à des « services publics » de moins en moins efficaces. La seule façon de résoudre le problème consiste à privatiser le secteur public et à le mettre en concurrence : cela réduira les dépenses et chacun choisira, la concurrence faisant baisser le coût pour tous.

### Réformer, c'est choisir la liberté économique

Autre exemple, celui du logement : la réforme Duflot a été une catastrophe, même le gouvernement l'a compris et essaie d'échapper au piège mortel du blocage des loyers. Cela ne suffit pas : il faut certes libérer les prix, mais aussi privatiser, en particulier les logements sociaux, et libéraliser l'offre de terrains, les réglementations créant une rareté artificielle. Il faut aussi s'attaquer aux professions fermées, non pour les montrer du doigt, parce « qu'elles gagneraient trop », mais parce que la concurrence permet de rémunérer leurs activités au vrai prix ; cette réforme doit être une libération, pas une punition.

Pourquoi les Français craignent-ils les réformes ? Parce que réformer, sans changer le système, tout en réduisant ses recettes, conduit à dégrader les services rendus. De vraies réformes consisteraient à changer de logique, par la privatisation et la concurrence. Pour savoir quelles réformes il faudrait à la France, il suffit de se tourner vers les indices de liberté. Les derniers publiés, ceux du Fraser Institute, placent la France en 58<sup>e</sup> position sur 152, loin des vrais pays de libertés. La vraie réforme dont la France a besoin, c'est de choisir le chemin de la liberté, pour entrer dans « le top ten » des vraies économies de marché ; nous n'en prenons pas le chemin et nous ne cessons de reculer dans le classement. Les Français n'aiment pas les réformes, car ce sont de fausses réformes qu'on leur propose.

**Jean-Yves Naudet**

## La chute du rouble n'intéresse pas Poutine

*Le rouble a perdu 15 % en une semaine, mais Poutine n'a pas perdu son aplomb*

**D**epuis le début de l'année, la monnaie russe a perdu 36% face au dollar. Mais la semaine dernière a vu le rouble s'effondrer de façon spectaculaire : 15%. La Banque de Russie a renoncé à défendre sa devise et l'inflation va s'élever sans doute jusqu'à 20% ou davantage, puisque la Russie doit importer produits et investissements étrangers.

La raison en est bien simple : c'est la chute du cours du pétrole. Face aux gaz de schistes et aux découvertes de nouveaux gisements, l'or noir ne cesse de perdre de sa valeur. L'OPEP n'a pas osé bloquer les exportations de pétrole, sachant qu'elles seraient ineffi-

caces, puisque l'organisation ne contrôle plus aujourd'hui qu'un gros quart de la production mondiale. Donc les flots de pétrole à bon marché (70 dollars le baril) vont continuer à déferler sur les marchés mondiaux. Or, la Russie dépend essentiellement de ses exportations de gaz et de pétrole. Cette dépendance est devenue plus visible depuis que les pays occidentaux se sont ligüés pour faire pression sur le Kremlin accusé à juste titre d'annexion des régions ukrainiennes.

Voilà l'arroseur arrosé. Poutine pensait tenir les Européens à sa merci, puisque la Russie exporte ses produits pétroliers vers l'Europe centrale et de l'Ouest, et

principalement l'Allemagne. Mais la chute des cours mondiaux desdits produits inverse la dépendance, au moins dans l'immédiat.

Cela va-t-il suffire à infléchir la politique extérieure du Kremlin ? Point du tout. D'une part, Poutine persiste à se déclarer victime d'un complot de la part des Américains et de l'Union Européenne. D'autre part, après la Crimée et l'Ukraine, c'est en Moldavie maintenant qu'il porte la guerre civile, avec l'intention de rattacher la région septentrionale de la Moldavie à la mère-patrie. Faute d'exporter son pétrole, Poutine exporte ses chars. •

## La semaine patronale

*Cette semaine va-t-elle amorcer un virage politique du patronat ?*

L'armée est réputée être « la grande muette ». Sans être muettes, les instances patronales passent pour discrètes et acceptent en général de se cantonner dans le rôle ambigu de « partenaires sociaux ». Il est vrai qu'une tradition oppose depuis longtemps le Medef, qui est dit-on sous influence des grandes sociétés du CAC 40, sous la coupe de l'Etat ou mondialisées au point de se désintéresser de la France, et la CGPME plus proche des PME et des TPE (très petites entreprises). L'opposition est moins tranchée dans les instances locales, où de nombreuses « Unions Patronales » représentent à la fois Medef et CGPME.

Cette semaine, la différence de style est sensible : la CGPME a pris possession de la rue et près

de 10.000 manifestants ont défilé dans le calme à Paris, Toulouse et Marseille contre les entreprises « cadennassées ». Le Medef a choisi au contraire une réunion de grande envergure demain mercredi, comme celle qui avait été réussie avec l'Université de l'été dernier où Manuel Valls est venu déclarer son amour des entreprises, sinon des entrepreneurs.

Différence de style, mais revendications communes : contre la fiscalité, puisque le gouvernement ne veut pas aligner les taux de l'impôt sur les sociétés sur les normes européennes, contre le CICE, allègement illusoire des charges qui ne représente en moyenne que 15 jours d'exonération dans l'année, contre la réglementation sur la pénibilité, qui est un nouvel harcèlement bureaucra-

tique coûteux, contre l'interdiction d'embaucher pour moins de 24 heures.

Ces revendications peuvent-elles conduire à une irruption des entrepreneurs dans la vie politique ? Aurions-nous en perspective un nouveau Serment du Jeu de Paume ? Ce serait à bien des égards salutaire. Les entrepreneurs sont parmi les fleurons de la société civile, ils pourraient se mobiliser et faire pression non seulement sur la majorité actuelle pour mettre fin à ses erreurs, mais aussi sur l'opposition pour qu'elle s'oriente clairement vers un programme de libre entreprise et de libre échange. Il faudrait en finir avec l'obsession de la subvention et du « made in France » : c'est difficile, comme dit François Hollande. •

## Reconnaissance de l'Etat palestinien : était-ce opportun ?

*La majorité de l'Assemblée veut-elle envenimer le débat ?*

Reconnaître l'Etat Palestinien : c'est une initiative curieuse qu'ont prise les députés du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, qui a voté aujourd'hui même, en l'absence des députés de l'UMP.

Curieuse du point de vue juridique : la reconnaissance d'un état est constitutionnellement de la compétence de l'exécutif et pas du Parlement. D'ailleurs, le Sénat ne sera saisi de la question que le 11 décembre prochain.

Curieuse du point de vue de ses objectifs : c'est, dit-on, pour faire pression sur des négociations qui s'enlisent et obliger les deux protagonistes à revenir à la table des négociations, à laquelle les Palestiniens s'assiéraient pleins

de sérénité s'ils se sentaient enfin les égaux des Israéliens. Il est vrai que cette idée saugrenue est à la mode dans plusieurs pays d'Europe, la Suède ayant voté le 30 octobre dernier, l'Espagne et l'Angleterre se préparant à le faire. Curieuse quant au fond : la reconnaissance de l'Etat Palestinien est suspendue, pour beaucoup de pays (dont la France officiellement), à la reconnaissance par les Palestiniens de l'Etat israélien. Or les Palestiniens, Mahmoud Abbas en tête, y sont opposés : « Nous ne reconnaitrons jamais Israël comme Etat juif ».

Curieuse quant à la réalité : les Palestiniens sont divisés entre le Fatah de Abbas et le Hamas, qui se rattache à l'islamisme radical d'Al Qaida, Daesch, mais depuis

les dernières élections Hamas et Fatah se sont réunis sur une ligne plus dure.

On en vient à se demander si les députés socialistes n'ont pas cherché d'abord à contrer Laurent Fabius et le gouvernement, suspectés d'être trop indulgents pour Israël, ensuite à soigner une clientèle électorale de Français hostiles à Israël. L'été dernier on a crié « mort aux Juifs » dans les rues de Paris et les extrémistes pro palestiniens donnent le ton. Veut-on créer un climat de guerre de religion dans notre pays ? On ne voit réellement pas en quoi le vote d'une majorité éphémère peut réconcilier Israéliens et Palestiniens. •

**Devant le Parlement Européen, le Pape François a prononcé la semaine dernière un discours d'une très haute tenue dont les médias français, à peu d'exception près, n'ont retenu que les quelques phrases concernant l'immigration. Encore ont-elles été sorties de leur contexte, car le Pape a bien insisté sur le devoir des Européens d'adopter des politiques « qui aident leurs pays d'origine dans le développement sociopolitique et dans la résolution des conflits internes – cause principale de ce phénomène ». Ce n'est pas l'immigration qui est le fléau, c'est l'émigration : pourquoi ces gens quittent-ils leurs pays ? Je tiens à souligner quelques passages remarquables, qui montrent une fois de plus la proximité du libéralisme classique et du message évangélique, à quelques détails près.**

**Jacques Garelo**

### **La dignité de la personne a inspiré les pères fondateurs de l'Europe**

Au centre de cet ambitieux projet politique, il y avait la confiance en l'homme, non pas tant comme citoyen, ni comme sujet économique, mais en l'homme comme personne dotée d'une dignité transcendante. [...] La pensée européenne [est] caractérisée par une riche rencontre, dont les nombreuses sources lointaines proviennent « de la Grèce et de Rome, de fonds celtes, germaniques et slaves, et du christianisme qui l'a profondément pétri »

donnant lieu justement au concept de « personne humaine » (*La citation est de St Jean Paul II*).

Quelle dignité existe vraiment, quand manque la possibilité d'exprimer librement sa pensée ou de professer sans contrainte sa foi religieuse ? Quelle dignité est possible, sans un cadre juridique clair, qui limite le domaine de la force et qui fasse prévaloir la loi sur la tyrannie du pouvoir ? Quelle dignité peut jamais avoir un homme ou une femme qui fait

l'objet de toute sorte de discriminations ? Quelle dignité pourra jamais avoir une personne qui n'a pas de nourriture ou le minimum nécessaire pour vivre et, pire encore, de travail qui l'oingt de dignité ?

Promouvoir la dignité de la personne signifie reconnaître qu'elle possède des droits inaliénables dont elle ne peut être privée au gré de certains, et encore moins au bénéfice d'intérêts économiques.

### **Isolement et Egoïsme**

Le Pape François rappelle ensuite que les droits individuels ne doivent pas faire oublier les devoirs individuels, ni détacher l'individu de son environnement social.

[...] Regarder l'homme non pas comme un absolu, mais comme un être relationnel. Une des maladies que je vois la plus répandue aujourd'hui en Europe est la solitude, précisément de celui qui est privé de liens. On la voit particulièrement chez les personnes âgées, souvent abandonnées à leur destin, comme aussi chez les jeunes privés de points de référence et

d'opportunités pour l'avenir ; on la voit chez les nombreux pauvres qui peuplent nos villes. On la voit dans le regard perdu des migrants qui sont venus ici en recherche d'un avenir meilleur.

Cette solitude a été ensuite accentuée par la crise économique dont les effets perdurent encore avec des conséquences dramatiques du point de vue social. On peut constater qu'au cours des dernières années, à côté du processus d'élargissement de l'Union européenne, s'est accrue la méfiance des citoyens

vis-à-vis des institutions considérées comme distantes, occupées à établir des règles perçues comme éloignées de la sensibilité des peuples particuliers, sinon complètement nuisibles. D'un peu partout on a eu l'impression générale de fatigue et de vieillissement d'une Europe grand-mère et non plus féconde et vivante. Par conséquent, les grands idéaux qui ont inspiré l'Europe semblent avoir perdu leur force attractive, en faveur de la technique bureaucratique de ses institutions.

A cela s'ajoutent des styles de vie un peu égoïstes, caractérisés par une opulence désormais insoutenable et souvent indifférente au monde environnant, surtout pour les plus pauvres. On constate avec regret une prévalence des questions techniques et économiques au centre du débat poli-

tique, au détriment d'une authentique orientation anthropologique. L'être humain risque d'être réduit à un simple engrenage d'un mécanisme qui le traite à la manière d'un bien de consommation, de sorte que – nous le remarquons malheureusement souvent- lorsque la vie n'est pas

utile au fonctionnement de ce mécanisme, elle est éliminée sans trop de scrupule, comme dans le cas des malades en phase terminale, des personnes âgées abandonnées et sans soin, ou des enfants tués avant de naître.

### **L'espoir de l'Europe : retrouver l'esprit humaniste**

Comment donc redonner espérance en l'avenir, de sorte que, à partir des jeunes générations, on retrouve la conscience afin de poursuivre le grand idéal d'une Europe unie et en paix, créative et entreprenante, respectueuse des droits et consciente de ses devoirs ?

*Le Pape évoque la fresque de Raphaël qui se trouve au Vatican et qui dépeint l'École d'Athènes avec Platon et Aristote. Le premier a le doigt qui pointe vers le haut, vers le monde des idées, nous pourrions dire vers le ciel ; le second tend la main en avant, vers celui qui regarde, vers la terre, réalité concrète. Cela me paraît être l'image qui décrit bien l'Europe et son histoire, faite de la rencontre continue entre le ciel et la terre, où le ciel indique l'ouverture à la transcendance, à Dieu,*

qui a depuis toujours caractérisé l'homme européen et la terre qui représente sa capacité pratique et concrète à affronter les situations et les problèmes. [...] L'avenir de l'Europe dépend de la redécouverte du lien vital et inséparable entre ces deux éléments. Une Europe qui n'a plus la capacité de s'ouvrir à la dimension transcendante de la vie est une Europe qui lentement risque de perdre son âme, ainsi que cet esprit « humaniste » qu'elle aime et défend cependant.

Le premier domaine [où les talents de la personne humaine se forment et portent du fruit] est sûrement celui de l'éducation, à partir de la famille, cellule fondamentale et élément précieux de toute société. La famille unie, féconde et indissoluble, porte avec elle les éléments fondamentaux pour

donner espérance à l'avenir. Sans cette solidité on finit par construire sur le sable, avec de graves conséquences sociales. D'autre part, souligner l'importance de la famille non seulement aide à donner des perspectives et l'espérance aux nouvelles générations, mais aussi aux nombreuses personnes âgées, souvent contraintes à vivre dans des conditions de solitude et d'abandon parce qu'il n'y a plus la chaleur d'un foyer familial en mesure de les accompagner et de les soutenir.

*Le Pape souligne ensuite l'importance de l'école et de l'université, puis de l'écologie, comprise comme la protection de la nature dont les hommes sont gardiens mais non propriétaires...*

### **L'Union Européenne : « une famille de peuples »**

La devise de l'Union Européenne est Unité dans la Diversité, mais l'unité ne signifie pas uniformité politique, économique, culturelle ou de pensée. En réalité toute unité authentique vit de la richesse des diversités qui la composent : comme une famille qui est d'autant plus unie que chacun des siens peut être, sans crainte,

davantage soi-même. Dans ce sens, j'estime que l'Europe est une famille de peuples, lesquels pourront sentir les institutions de l'Union proches dans la mesure où elles sauront sagement conjuguer l'idéal de l'unité à laquelle on aspire, à la diversité propre de chacun, valorisant les traditions particulières, prenant conscience

de son histoire et de ses racines, se libérant de nombreuses manipulations et phobies. Mettre au centre la personne humaine signifie avant tout faire en sorte qu'elle exprime librement son visage et sa créativité, au niveau des individus comme au niveau des peuples.



## Le mal moderne : l'argent des autres

**Emmanuel Martin**

Avec les armées d'experts à Paris, Bruxelles et Washington, comment la crise des dettes souveraines et celle des subprimes ont-elles pu éclater ?

Dans son petit ouvrage *L'argent des autres : Comment nous sommes devenus des sociétés à irresponsabilité illimitée*, Emmanuel Martin, économiste qui dirige depuis peu l'Institut for Economic Studies – Europe, propose une lecture on ne peut plus salutaire des crises récentes.

Sa thèse est que l'intensification de l'interventionnisme a permis à toujours plus d'acteurs, dans la sphère politique comme dans la sphère économique, de profiter et faire profiter de l'argent des autres, c'est à dire celui de nos impôts mais aussi celui des générations futures. La mise à disposition de cet « argent des autres » qui coule à flot chamboule complètement les règles du jeu. Elle génère un système de connivence qui gangrène à la fois le capitalisme et la démocratie.

Car il y a une énorme différence entre jouer avec son propre argent et jouer avec celui des autres. Les incitations de tous ceux que l'on retrouve dans la chaîne de ce système d'interventionnisme ne vont pas exactement dans le sens d'une gestion responsable.

Le capitalisme « perd la tête » lorsque la discipline de marché fondée sur les profits et les pertes – la boussole de l'économie de marché – se voit amputée de son côté « pertes » par la collectivisation de ces dernières, soit par « sauvetages » soit par « subventions », et ce, des banques américaines aux énergies vertes européennes.

La démocratie devient dysfonctionnelle quand le lien entre impôt et service public est brisé et que les mécanismes de contrôle de la dépense publique sont inopérants. Cette démocratie dysfonctionnelle, dont la France est malheureusement un excellent modèle, est ainsi caractérisée par l'absence de reddition de comptes.

L'auteur conclut son ouvrage avec des réflexions sur la régulation du capitalisme : la réglementation en est-elle le seul mode ? Quid d'un retour à la responsabilité ? C'est en effet tout l'enjeu non seulement de la sortie de crise mais d'une réforme radicale de nos sociétés, un enjeu moral aussi bien qu'institutionnel.

Cet ouvrage se lit d'un trait, car il est simple et joyeux, comme son auteur, qui présente son livre comme un cadeau de Noël idéal à offrir à votre tonton cégétiste, votre tatie ump ou votre cousin lepéniste !

L.V.

**Emmanuel Martin *L'argent des autres : Comment nous sommes devenus des sociétés à irresponsabilité illimitée*, Les Belles Lettres, 2014.**



Damien Thiellier, directeur de l'Institut Coppet, a eu une idée originale : il va offrir par internet à tous ceux qui le demanderont un livre chaque semaine d'ici Noël.

Il commence par un livre tout petit par son volume (29 pages lues en 20 minutes) mais grand par son auteur et son contenu.

**Benjamin Franklin**

### La science du Bonhomme Richard - ou le chemin de la fortune

Les titres des paragraphes sont expressifs : Pourquoi la plupart d'entre nous n'avons pas conscience de la valeur de notre temps. Les 2 valeurs qui vous protègent de la pauvreté - ou vous permettront d'en sortir. Ce qu'on ne vous a pas appris à l'école sur la réussite dans les affaires.

Le véritable coût des vices (même s'ils ne sont pas des crimes). La valeur des choses est toujours évidente, vrai ? Faux ! Le livre contient une méthode complète pour déterminer la véritable valeur des choses. Comment le crédit facile mène à la perte des millions de familles et d'entreprises en Occident. Que faire dans ce cas ? Profiter de sa jeunesse - ou prospérer ? Et pourquoi ne pas faire les deux ? Le pour et le contre.

**Se reporter au site  
[www.institutcoppet.org](http://www.institutcoppet.org)**



### **PASSEZ VOS ABONNEMENTS ET COMMANDES EN LIGNE !**

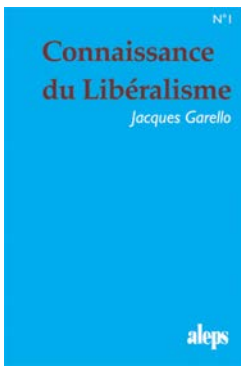
Vous avez été nombreux à nous demander de vous offrir la possibilité de vous abonner, vous réabonner à la Nouvelle Lettre depuis le **site [www.libres.org](http://www.libres.org)**.

C'est chose faite !

Nous vous proposerons également de passer vos commandes d'ouvrages et booklets de cette manière simple, rapide et sécurisée.

Alors n'hésitez pas à commander et à payer en ligne par carte bancaire, **rubrique [Abonnements et adhésion](#)**.





### Connaissance du libéralisme

*pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme*

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €



### Se passer de l'Etat

*à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades*

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



### Portraits de philosophes

*pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés*

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



### Portraits d'économistes

*une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie*

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

### BULLETIN DE COMMANDE

- |  |    |   |    |                              |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat         | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes  | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€    |

NOM .....Prénom .....

Adresse .....

E-mail .....

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à  
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4